

« OPINIONS ET CRITIQUES »

« Madagascar depuis 1972 » (critique)

5

Nul n'ignore tout ce qui s'est passé ces dernières années à Madagascar et comment la première République fondée par le président Tsiranana en 1958 a été remplacée par une seconde en 1972 et que, depuis lors, quatre personnes se sont succédées à la tête de l'Etat.

Les malgachisants savent aussi que, tous les cinq ans, un bon livre d'histoire paraît, touchant la Grande Ile : en 1960 "l'Histoire de Madagascar" d'Hubert Deschamps qui reste l'ouvrage de référence (1), au moins jusqu'à cette date. En 1965, "La République Malgache, pacifique indépendance" de Roger Pascal (2) ; en 1970, "Madagascar, cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana" d'Alain Spacensky (3). On s'attendait donc à un ouvrage de ce genre en 1975 mais les événements troublés depuis le début de l'année, l'assassinat du président Ratsimandrava, puis la prise du pouvoir par le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, ont obligé

(1) chez Berger-Levrault, Paris, 348 pages.

(2) chez Berger-Levrault, Paris, 202 pages. Signalons que l'auteur, R. Pascal, est un Ancien du CHEAM (1972). Il parut aussi en 1970 en anglais, de Virginia Thomson & Richard Adloff, "The Malagasy Republic".

(3) aux Nouvelles Editions Latines, Paris, 526 pages.

17 FEV. 1978

O. R. S. T. O. M.

Collection de Référence

n° 9016 Soc.

à attendre un an. C'est donc en décembre 1976 que paraît "Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution", de Robert Archer aux Editions de l'Harmattan (Paris), sous une couverture rouge qui annonce la couleur. Nous allons donc présenter ici ce livre et, sans nous contenter d'en faire la simple recension, nous assortirons notre exposé de nos remarques, commentaires et critiques.

Cet ouvrage est remarquable à divers titres : bien que publié sous le seul nom de Robert Archer, jeune historien anglais, s'exprimant en français avec aisance, il a bénéficié " de l'aide de plusieurs personnes à Madagascar et en France " et l'ouvrage est " le résultat d'efforts collectifs " (p. 12), ce dont témoigne la postface écrite par Sennen Andriamirado (pp. 172-181), morceau qui présente avec le reste une indubitable unité de ton, renforcée sans doute par le fait que le texte principal, écrit d'abord en anglais, a été traduit rapidement, d'où un certain nombre de négligences excusables. D'autre part, ce livre de 212 pages, lisible, aéré, bien imprimé, fut " achevé d'imprimer le 14 décembre 1976 " (p. 212). Or il tient compte des événements survenus à Tananarive (1) en fin septembre de la même année, en particulier l'incendie du palais d'Andafiavaratra, dit du premier ministre, au cours duquel, par une coïncidence tout à fait extraordinaire, les archives du "procès du siècle", dont nous allons reparler, furent aussi la proie des flammes... Cela montre la diligence faite pour mettre cet ouvrage entre les mains des lecteurs.

Le principal mérite de ce livre est de faire une analyse fouillée des événements qui se sont produits dans la vie politique de l'île depuis cinq ans environ et surtout " d'étudier le caractère et le rôle de la bourgeoisie malgache " (p.16) car, comme cette "histoire événementielle" (p. 6) tient à le souligner, " le peuple a été tenu à l'écart de ce qui s'est passé " (p.6).

Trois parties, distribuées en dix alertes chapitres, sont présentées successivement : "le pouvoir de la bourgeoisie depuis l'indépendance" ; "l'accession au pouvoir du général Ramanantsoa" ; "la prise du pouvoir par Ratsiraka".

(1) Nous n'ignorons pas que cette ville se dit en malgache Antananarivo, mais nous écrivons en français.

Nous refusons également, comme terme bâtard en français, l'adjectif "malagasy" puisque le terme convenable est "malgache".

La première partie fournit l'idée que l'auteur se fait de la situation de Madagascar en 1972, montrant les groupes particuliers de la bourgeoisie pendant la "décolonisation" qui suivit l'indépendance, et l'opposition que le président Tsiranana rencontra de leur part. A propos de la "bourgeoisie côtière", on ne peut que constater la désarmante ignorance de l'auteur et de ses conseillers concernant la réalité des provinces : on n'y peut pas parler de "bourgeoisie", mais de notables, plus ou moins riches et plus ou moins écoutés et puissants, et si le gouvernement de Tsiranana a permis qu'il s'en constituât une, il n'a pas duré assez pour voir le processus aboutir. Quant aux mpanjaka, princes locaux, d'une part on n'en peut faire une seule catégorie sociologique (comparer par exemple les mpanjaka, élus à temps, des Temoros, et les mpanjaka héréditaires des Sakalava du Nord) ; d'autre part, ils répondent mal à la définition donnée par l'auteur : "membres de groupes de familles qui, en raison de leur naissance ou de leurs qualifications, ont acquis un contrôle important et durable sur l'utilisation des ressources et sur la production des biens à Madagascar" (pp.17-18). Ce n'est vrai que de la bourgeoisie citadine et surtout celle de la capitale.

C'est ensuite le "coup d'Etat" de mai 1973 qui provoqua la chute de la première République. Ses raisons immédiates ne sont envisagées que comme le prolongement de la révolte du Sud de 1971, durement réprimée par le colonel Ratsimandrava, alors qu'il aurait été souhaitable de montrer les grèves de l'Ecole de Médecine, les volte-face de M. Botokeky, ministre de l'Education Nationale de l'époque, l'irritation justifiée des élèves de l'enseignement secondaire, surtout des établissements privés,....

Ce serait le lieu de faire le bilan du régime de Tsiranana. S'il était critiquable sur le plan politique car il avait d'indéniables relents néo-colonialistes, il avait cependant une assise économique saine, compte tenu de l'assistance française octroyée, et un équilibre était en train de s'établir à un niveau acceptable entre les Côtes et les Hautes Terres. Il y avait les exagérations du Parti Social Démocrate (P.S.D.) mais les autres partis n'étaient pas interdits, possédaient leurs journaux, faisaient assez librement leur propagande et exprimaient leurs critiques.

Quoi qu'il en ait été, il est probable que Ratsimandrava était un honnête homme, révolté des turpitudes qu'il voyait à son niveau et que, étant ministre de l'Intérieur, il a pu rapidement constituer des dossiers accablants contre certains personnalités haut placés. Cela est indéniable. Mais il ne semble pas que le colonel ait eu une intelligence politique tellement remarquable si l'on en juge par la façon maladroite et le nationalisme borné qu'il montra pour régler des affaires à Tananarive, à Majunga et à

Nosi-be. D'autre part, son "lachâge" de Tsiranana est, sur le plan des coutumes traditionnelles, assez surprenant car Tsiranana et le père de Ratsimandrava, hovavao d'Ambohimalaza, tous deux ex-PADESM, étaient "frères de sang", donc le fils de l'un était le fils de l'autre. Aussi le futur colonel avait-il été "pris en main par Tsiranana, qui soutint sa carrière, d'abord à Saint-Cyr, puis dans l'armée de terre" (p.72) et qui, lui faisant entière confiance, lui avait remis en 1969 le commandement de la Gendarmerie et comptait sur son loyalisme.

Sur le plan de la politique intérieure, le grand dessein de Ratsimandrava était la réforme des fokon'olona, les communautés locales rurales. Or ces projets avaient bien des côtés critiquables : "ils confiaient trop de responsabilités, trop de pouvoir à des unités politiquement inexpérimentées et économiquement trop petites" (p. 140). Les dina, conventions entre les membres de ces communautés, pouvaient régir tous les domaines et avaient force de loi pour les ressortissants d'un fokon'olona. Elles furent sources de nombreux abus et d'une évidente intolérance, en particulier sur le plan religieux. Ces créations administratives ne sont encore guère efficaces et très souvent le pouvoir y est confisqué par les notables. Heureusement, Ratsimandrava n'osa pas, et il fut sage, appliquer aux villes les règles qu'il avait édictées pour fokon'olona ruraux. D'autre part, il faudra encore bien des essais malheureux, assortis de scandales inévitables, avant que la mentalité malgache ait suffisamment évolué pour rendre viables des coopératives qui ne pourront guère être obligatoires, sauf peut-être pour les travaux d'intérêt local, suffisamment encadrés. L'entraide fonctionne, et bien, à Madagascar mais doit rester spontanée et ne pas être contrainte.

La seconde partie présente l'accession au pouvoir du général Ramanantsoa, jouissant au départ d'un préjugé favorable, mais dont l'irrésolution, le manque de projet politique ferme furent très rapidement les handicaps majeurs. En même temps, la démagogie (suppression totale de la capitation et de l'impôt sur les boeufs) et la gabegie vidèrent totalement toutes les caisses de l'Etat et amenèrent un délabrement économique général qui provoqua la crise de 1975. C'était cette situation catastrophique évidente pour des yeux un tant soit peu avertis qui amenait certains notables tananariviens conscients à se consulter, d'où le mythe, que nous retrouverons, du "club des 48".

Le livre souligne les difficultés du régime, les affrontements violents qui marquèrent la fin de 1975, dont la révolte militaire conduite par le colonel Brécharad Rajaonarison, aidé des

officiers Istasse et Bora, et qui culminèrent par l'attentat entouré de mystère qui supprima le colonel Ratsimandrava, nommé président et investi depuis une semaine.

Ce meurtre fut très vite effacé par un coup d'éponge qui fut une décision éminemment politique. Ainsi fut escamoté ce qui aurait vraiment pu être "le procès du siècle" mais qui laisse persister un total mystère sur ceux qui furent les instigateurs et les responsables de cet assassinat. On sait que l'instruction du procès a été bâclée et que, par exemple, les impacts de balles sur l'autre face de la voiture (ce qui indiquait un autre groupe de tireurs) n'ont pas été étudiés. Quoi qu'il en soit, les trois principales hypothèses connues sont présentées dans le livre. La première, celle suivie par la Justice lors du procès, mettait en jeu les officiers rebelles et le Parti Socialiste Malgache de Tsiranana et Resampa. Elle cherchait surtout à déconsidérer ces deux hommes politiques. On peut avancer sans risque que, si des charges réelles et consistantes avaient pu être retenues contre eux, le pouvoir en place n'aurait pas manqué de les exploiter à fond. Or on ne put rien prouver. La seconde fait peser le doute sur le colonel Rabetafika qui aurait profité d'un complot organisé sans lui, ou encore aurait organisé un complot avec des agents doubles qu'il aurait supprimés. Outre ces obscurités, contrairement à ce qui est écrit (p.114), des témoignages affirment qu'il ne fut pas le premier officier supérieur mais le quatrième à se présenter sur le lieu de l'attaque. On l'accusait surtout d'avoir partie liée avec la haute bourgeoisie de la capitale qui l'aurait, et de beaucoup, préféré au capitaine de frégate Didier Ratsiraka, concurrent évincé par Ratsimandrava et auquel, en fin de compte, le meurtre fut profitable. Une troisième hypothèse, combinant les deux premières, est aussi avancée. Elle n'est pas plus convaincante que les précédentes et la seconde est la plus couramment admise -sans preuves !- par les milieux "informés" de la capitale malgache. Et par un hasard inouï, le 11 septembre 1976, toutes les archives du procès brûlaient avec le palais d'Andafiavaratra !

La troisième partie s'intitule "la prise du pouvoir par Ratsiraka". Archer y montre le comportement du futur chef de l'Etat lors de son passage au ministère des Affaires Etrangères qui lui donna l'occasion de formules percutantes devant l'auditoire international et d'actes spectaculaires, comme celui, impromptu, du retrait du franc malgache de la zone franc. Cette décision surprit les Français, surtout ceux de Madagascar auxquels elle fut préjudiciable mais elle dut soulager les responsables du gouvernement français effarés de la détérioration financière de l'île. Ce ne fut qu'une demi-réussite à nos yeux car c'était l'occasion parfaite de remettre en honneur la piastre malgache (ariary), occasion qui ne

fut pas saisie. On peut soupçonner aussi quelques accords secrets car la parité, 100 FMG pour 2,02 FF, reste stable et inchangée malgré la déconfiture évidente mais transitoire, espérons-le, de l'économie générale de l'île (1).

Didier Ratsiraka sut surtout, grâce à une équipe de cerveaux politiques qui reste modestement dans les coulisses, rédiger rapidement un programme d'action dont on connaît la forme finale : le petit livre rouge malgache "Charte de la révolution socialiste malagasy tous azimuts" d'octobre 1975. Il fut écrit en quasi-totalité en français avant d'être traduit en langue malgache. Les deux textes comportent quelques différences intéressantes (dont des omissions) de l'une à l'autre présentation.

L'attitude calculatrice de cet officier de marine lui permit de s'appuyer successivement sur les diverses fractions responsables qui pouvaient l'aider à se placer, puis à se maintenir parmi les dirigeants, enfin de se hisser à la première place. Mais la rançon de ces appuis se solde par l'étroitesse de la marge de manoeuvre qui reste entre l'idéal annoncé, affiché : "Il n'existe qu'un seul pouvoir, celui du peuple" (Charte, p. 33) et les groupes de pression que constituent la bourgeoisie, l'enseignement, l'armée (pourtant profondément remaniée pour constituer une force de base du nouveau gouvernement). De plus, il y a loin entre l'énoncé de grands principes pour "un Etat de type nouveau, expression des intérêts des masses laborieuses" (Ibid.), qui interdit l'organisation et l'activité de fractions au sein de la révolution (Charte p. 34) et qui est totalitaire dans sa conception, et les réalités locales. Le président, qui nationalisa les compagnies d'assurances, les banques, le Compagnie (Commerciale) Marseillaise de Madagascar et prit le contrôle des Transports Maritimes et de la Société de

(1) Le dossier, préparé par Philippe Leymarie dans *Afrique-Asie*, n° 113 (28 juin-11 juillet 1976) n'y fait pas la moindre allusion. Selon ce document (pp. XXVI et XXVII), les prix n'ont augmenté que de 38,70 % entre 1972 et 1975 et seraient presque stabilisés. La production, d'après la Banque Centrale, n'aurait diminué que de 5,74 % entre 1972 et 1975. Il faudrait aussi faire intervenir la croissance démographique qui est proche de 2,4 %

Raffinage (p. 158) (1), tolère assez bien les agissements, fortement critiqués, de son frère, Etienne Ratsiraka (2). Enfin, bien qu'il soit affirmé solennellement : " Notre Révolution exige un changement profond de mentalités et de comportements " (Charte, p. 47), nul n'ignore les scandales financiers des grandes sociétés d'Etat et la quasi-impunité des responsables - par exemple, le non-lieu stupéfiant de l'affaire SOFIRAC de Fianarantsoa, le "bakchich" généralisé dans l'administration, la situation de pénurie (riz, graisse, énergie) et la recrudescence des vols de boeufs, des pillages de villages, de cambriolages, de l'insécurité et de la misère, ce qui se manifeste concrètement par des rumeurs désobligeantes concernant les très hautes autorités de l'Etat et, partout, des feux de brousse révélateurs. Pour nous, il est évident que Madagascar fait sa traversée du désert, mais qu'elle en sortira.

L'exposé d'Archer se termine sur le fait que Ratsiraka a consolidé sa position et pourra sans doute se maintenir. Mais ira-t-il au bout des idées qu'il a lancées ? Il a prononcé des nationalisations, décidé de plusieurs réformes "progressistes", mais " on peut craindre que ces réformes ne soient que formelles, sujettes à la manipulation et à la corruption qui ont ruiné tant de réformes dans le passé, à Madagascar, en Afrique et ailleurs " (p. 160), et qu'il se produise un glissement à droite (p. 165).

(1) Ayant refusé de payer le pétrole "brut" au prix du Moyen-Orient et exigeant des prix préférentiels qu'on ne pouvait lui accorder, Ratsiraka, en octobre 1976, refoula le personnel français de la raffinerie de Tamatave. Comme, d'autre part, le personnel malgache aurait dû avoir un complément de formation technologique d'environ 2 ans pour assurer seul le fonctionnement de l'usine, des Roumains furent appelés en renfort. Malheureusement, connaissant mal la théorie de Landau et ne sachant pas maîtriser concrètement les données de l'équation d'état de Van der Waals et calculer le point critique, ces techniciens, en une semaine, rendirent inutilisables pour des mois, en les brûlant, les réformeurs catalytiques. Et les Malgaches achètent maintenant du "raffiné", mais au prix pratiqué pour ce combustible au Moyen-Orient.

(2) Cf. l'article de L'Express (25-31 octobre 1976, signé C.M. et intitulé "Madagascar : un leader mal aimé". "Le président Ratsiraka voulait transformer la société malgache. Un an après les caisses sont vides. Soviétiques et Chinois sont là".

En lisant ces commentaires et ces supputations, on retrouve les accents qu'avaient les missionnaires chrétiens rendant compte de progrès de la conversion des rois dont dépendait le salut de leurs sujets. Cette fois, c'est de la conversion au marxisme qu'il s'agit et de l'issue de la lutte des classes, mais l'enthousiasme est le même, et tout aussi touchant car dicté par une conviction du même ordre. Et les exhortations indirectes ne manquent pas : " Le régime doit non seulement susciter l'enthousiasme et la foi de soldats et d'officiers encore trop jeunes pour être marqués par l'esprit bourgeois (...) mais aussi leur fournir les moyens d'organisation nécessaires " (pp. 168-169), ou encore : " Le peuple malgache et le nouveau régime doivent compter sur eux-mêmes pour résoudre leurs problèmes politiques, économiques et sociaux " (p. 172).

La conclusion formelle du livre est contenue dans la postface d'Andriamirado qui pose les vrais problèmes actuels que nous voyons ainsi : Ratsiraka qui a fait arrêter les meneurs des mouvements subversifs d'extrême-gauche, saura-t-il porter le jeu politique sur l'arène publique plutôt que de le faire "évoluer en vase clos suivant une règle du jeu tacite" (p. 173) ? Acceptera-t-il le contrôle de l'Assemblée qui devrait être élue en 1977 ou continuera-t-il à jouer les dictateurs charismatiques tout-puissants avec un Conseil Supérieur de la Révolution à sa dévotion ? Saura-t-il prendre réellement le pouls des "masses laborieuses" et surtout des paysans (85 à 88 % de la population) ou se contentera-t-il comme Ramanantsoa (s'il ne craint pas trop d'être assassiné) de bains de foule grisants ? Pourra-t-il faire naître cette "conscience révolutionnaire voire prolétarienne, au niveau des masses" (p. 179) face à la bourgeoisie qui, elle, a été contrainte de prendre conscience d'elle-même, de ses intérêts et de sa position idéologique (p. 178) ? Enfin, l'A.RE.MA (Avant-garde de la Révolution malgache) qui se veut parti unique pour "conscientiser", selon le jargon récent, les couches économiques les plus basses, pourra-t-il, grâce aux efforts de Ch. Ravoajanahary qui commence à sortir du ghetto intellectuel de la capitale pour rencontrer des auditoires provinciaux et, contrairement aux pronostics pessimistes de Monja Jaona, devenir autre chose qu'une nouvelle incarnation du P.S.D. du temps de Tsiranana ? La formation idéologique systématique des officiers et des hauts fonctionnaires n'a commencé qu'en juin 1976. On ne peut encore présumer des résultats.

Le livre est donc remarquable en tant qu'explication partielle des événements politiques qui sont survenus dans l'île depuis mai 1972 et la perspicacité de l'auteur et de son équipe

est grande. Son analyse de ces événements nous paraît très pertinente et confirme ce qu'on savait par ailleurs. Mais elle attire de notre part trois critiques sérieuses : sa négation du problème ethnique, l'absence des dimensions religieuses et économiques, et une critique mineure que nous ferons au sujet du fantomatique "club des 48".

Un reproche majeur qu'on peut faire à Archer (et à ses collaborateurs) est de refuser ou de nier la question ethnique ou intertribale à Madagascar. Archer est excusable car il ne connaît visiblement pas les Provinces et son analyse des "bourgeoisies" provinciales est si sommaire qu'elle est fautive, comme d'ailleurs sa notion de prolétariat urbain qui n'existe que dans très peu d'endroits de l'île. Il vit encore sur des schémas théoriques et cherche à les appliquer sur une réalité malgache qu'il ne connaît pas encore. Ses travaux historiques sont très intéressants mais ses conclusions idéologiques paraissent un peu hâtives.

Pour en revenir à la "question ethnique" posée dès la page 15 et traitée pages 24 à 26, nombre des affirmations semblent des incantations. On lit : " La thèse tribaliste ne tient pas debout pour la bonne raison que Madagascar, qui est en cours d'unification depuis les XVIIIe et XIXe siècles, n'a jamais souffert de divisions politiques sérieuses pour des causes ethniques. Les guerres entre les grands royaumes qui se formèrent à cette époque ne furent pas d'origine tribale, mais plutôt économique (pour gagner des territoires, des esclaves, etc) et politique. Pendant la période coloniale qui suivit, les divisions ethniques dont parlèrent les fonctionnaires furent en partie créées par l'administration coloniale elle-même, et également pour des motifs politiques (...). Mais un examen plus approfondi des différentes crises où les problèmes ethniques ont été invoqués ramènent leur portée à la dimension de préjugés individuels " (p. 25).

De telles affirmations sont naïves et montrent une totale ignorance de l'histoire de l'île et en particulier des guerres de Radama Ier et des reines suivantes : rejet des Bezahozano sur le gradin oriental de la forêt, conquête du Betsileo (Ifandana) et du pays tanala ; asservissement des Betsimisarakana de Jean-René ; guerre contre les Sihanaka retranchés dans leurs îles ; asservissement (avec l'aide des Zafisoro) des Antésaka puis des Antefasy (1827) ; expéditions puis exactions chez les Tanosy de Fort-Dauphin (1840-45) qui provoquèrent la migration de 30 000 personnes vers le nord de l'Onilahy ; guerres intestines des Ampanabaka, chez les Temoro en 1883 ; irrédentisme bara ou tandroy... C'est faire trop bon marché des sentiments de dignité des peuples asservis pour payer tribut et fournir des esclaves.

Ces déclarations sont désarmantes d'aveuglement mais n'en sont pas moins graves dans le livre d'un politicologue qui se prétend historien. R. Archer est trop absorbé par le présent, embrouillé et complexe, pour s'occuper et tenir compte du passé, et il préfère, pour simplifier l'actualité, le nier en bloc d'entrée de jeu. Or, de ces tensions internes entre l'Imerina et les Provinces, entre la capitale et la brousse ou la forêt, entre les Merina et les autres Malgaches, il est sans cesse question tout au long du livre : " Le colonel Rajaonarison trouva que Ramarolahy (qui était un Merina) n'avait rien fait pour combattre le préjugé existant contre les officiers côtiers " (p. 81). Il est aussi question "lors du grand procès de mars à juin 1975 du débat sur les revendications des populations côtières pour la décentralisation" (p. 102). Le colonel Rajaonarison "réclamait aussi la suppression des privilèges ethniques en faveur d'un groupe sur l'autre" (p. 107). "C'est pourquoi Ratsiraka ajouta à son programme provisoire, en mai 1975, la décentralisation, la répartition du pouvoir et l'élimination de toute discrimination ethnique (donc il y en avait !) dans la fonction publique" (p. 136) ; et encore : "les différents regroupements de la capitale, qui tous sans exception finirent par reconnaître qu'une partie des revendications des populations de province devaient être satisfaites si l'unité nationale ne voulait pas en souffrir" (p. 137), etc, etc....

Pour nier la question ethnique et son actualité sous-jacente, il faut avoir (déjà !) oublié les troubles de Tamatave quand le gouvernement Ramanantsoa, maladroitement, voulut "malgachiser" certains enseignements, ce qui fut interprété en bien des endroits comme une poussée de l'hégémonie merina renaissante. Et, si le poète Jacques Rabemananjara était, en tant qu'ex-ministre de Tsiranana, déconsidéré aux yeux de la jeunesse merina de cette ville, il ne pouvait être question pour ses compatriotes betsimisaraka de débaptiser le collège de la ville qui portait son nom devenu prestigieux. La méconnaissance de ces sentiments de solidarité tribale se retourna contre les Merina et entraîna leur exode massif.

Et nous ne parlerons pas des troubles sanglants de décembre 1976 à Majunga qui ont fait, en peu de jours, des centaines de morts, ce qui montre les excès auxquels peuvent en arriver des groupes ethniques différents, même s'il s'agissait de Comoriens, eux que le président Tsiranana -qui avait su calmer les vieilles inimitiés- comptait volontiers comme la dix-neuvième tribu de l'île !

Que cette situation soit regrettable, qu'elle doive être dépassée, qu'il ne faille pas l'aggraver, nous en convenons volontiers, mais faire du "problème ethnique un produit de la bourgeoisie d'après-guerre" (p. 69) relève, non de la mystification

car nous croyons R. Archer sincère dans sa démonstration, mais d'une ignorance grave de la situation réelle du pays, Il l'écrit d'ailleurs lui-même : " Le problème ethnique n'est ni plus ni moins grave que celui qui existe en Grande-Bretagne (entre les Gallois, les Ecossais et les Anglais) (...) Il ne faut ni le minimiser ni l'exagérer " (p. 41). Ce qui nous semble la sagesse même, pas plus qu'on ne peut ignorer à propos des îles britanniques l'actuelle guerre de l'Ulster qui ressemble fort à une guerre intertribale.

Les autres griefs que l'on peut faire à Archer, auteur à tendance marxiste, est de passer totalement sous silence l'aspect économique de la situation qu'il étudie, se contentant de renvoyer au dossier de Ph. Leymarie que nous avons cité. D'une situation néo-coloniale indubitable sous Tsiranana, mais dont l'ensemble de la population ne pâtissait pas, on est passé à une situation de dégagement (relatif quant à la monnaie). La pagaille économique sous Ramanantsoa, puis les efforts actuels pour assainir la balance extérieur se traduisent par une pénurie d'objets courants et une misère considérable du peuple, dont une fois de plus on ne parle et que le livre ignore. Là, une dimension essentielle de la réalité n'est pas traitée, à laquelle pourtant l'auteur, qui ne pouvait tout dire, nous en convenons, aurait dû accorder au moins quelques paragraphes.

Il reste encore une dernière critique importante à formuler : quand on a lu soigneusement le livre d'Alain Spacensky (cité par Archer en bas de la page 30), on doit rester attentif à l'aspect majeur dans bien des régions de l'île, mais peut-être négligeable pour un marxiste qui ignore ces superstructures et cette dimension de la vie sociale, des positions religieuses, tant protestantes que catholiques. Il faut se souvenir du rôle qu'ont eu des hommes comme le pasteur Rabary pour le maintien de l'idéologie nationaliste, de celui du pasteur Ravelojaona en face de l'administration coloniale, l'influence de journaux comme "Fanatina" (protestant), "Lumière" et "Lakroa" (catholiques - ce qui provoqua peut-être l'étouffante censure politique actuelle -, le retentissement de "l'adresse" de la conférence épiscopale (catholique) du 27 novembre 1953 reconnaissant la légitimité de l'aspiration malgache à l'indépendance. Il faut se remémorer l'activité - on pourrait presque écrire l'activisme - anti-communiste du père Boué, vicaire d'Isotry-Tananarive ou l'action d'un autre jésuite, le Père de Puybaudet, auprès des syndicats ou encore l'appui que la hiérarchie catholique apporta à Rakotonirina Stanislas ! On est donc étonné du silence de l'auteur sur cet aspect des conflits qui a joué et joue encore un rôle non-négligeable et pose un paramètre de plus dans les équations politiques actuelles. "La hiérarchie catholique qui avait soutenu le gouvernement Ramanantsoa se montre

infiniment plus réservée à l'égard du président Ratsiraka dont elle craint le radicalisme " (1).

Il est de fait que le nouveau président accorde peu de place aux Eglises. Il voudrait restreindre leurs activités à ce qui se fait dans les lieux de culte et sa Charte est résolument athée. Lui-même, ayant fait des études chez les jésuites, se dit catholique et il s'est entouré de techniciens chrétiens : feu le Premier ministre Joël Rakotomalala, tué dans l'accident d'hélicoptère de juillet 1976, était luthérien ; L.X. Andrianarahinjaka, chargé de la diffusion de l'idéologie révolutionnaire, le ministre Pierre Rajaonah sont catholiques comme est protestant Ch. Ravoajannahary. Mais il faut remarquer que, sauf rares exceptions, ces technocrates chrétiens sont peu politisés et, presque toujours, ils risquent d'être amalgamés à ce fameux "club des 48" dont Robert Archer fait grand cas dans son livre et qu'il convient de ramener à ses véritables proportions.

Nous ne nions pas qu'il existe dans la haute bourgeoisie tananarivienne, où tout le monde se connaît, un sentiment d'appartenance à une sorte de groupe qui, depuis les origines de l'Etat merina, détient le savoir, le pouvoir et, par son "avoir" ou sa puissance économique -et intellectuelle- influe de façon déterminante sur la politique. Ce sentiment s'est renforcé avec l'indépendance et le repli progressif des intérêts européens. Mais, comme l'écrit une fois Archer, " Le Club des 48 ne doit pas être vu à l'instar d'une société secrète organisée " tenant des conciliabules secrets et prenant des décisions. " Ce fut plutôt une association informelle " (p. 78). Ce n'est qu'une expression commode, un artifice de style qui n'a pas plus de réalité que celle du groupe des "200 familles" dénoncé à grand fracas en France dans les années 30. C'est désigner une tête de turc, ou mieux un bouc émissaire, en cas de troubles sociaux, même si des individus, dont les noms sont cités complaisamment ne peuvent appartenir dans la réalité à un tel "club". Ce groupe n'a jamais existé formellement et R. Archer l'a volontiers reconnu devant nous lors de la présentation de son livre, le 17 décembre 1976, à Paris.

Ces critiques, importantes, n'enlèvent pourtant pas à cet ouvrage toutes ses qualités. Il est une prise de position passionnée en faveur du peuple malgache, par le moyen de la révolution amorcée depuis quelques années et dont l'avenir se joue maintenant.

(1) Joseph Limagne, in Lakroa, du 2 janvier 1977.

Comme l'écrit Andriamirado (et c'est sur ces phrases que nous terminerons) :

" Bien que devenu institutionnel, l'Etat révolutionnaire malgache actuel est peut-être une étape dans la révolution socialiste. Ce qui explique sans doute, à l'avance, que Didier Ratsiraka cherche à se rallier de nouveau la bourgeoisie nationaliste. Risque pour un socialisme révolutionnaire. Pourvu que la frontière soit préservée entre le compromis et la compromission.

" Dès lors, le meilleur militantisme est non de soutenir Ratsiraka en tant que nouvel homme providentiel, mais de l'obliger à appliquer son programme. Qu'il soit soutenu par ricochet ne serait qu'un accident de l'histoire " (p. 181).

Louis Molet
CHEAM 1958